

LES MÉTIERS ET FORMATIONS DE L'INTERNET DE DEMAIN:

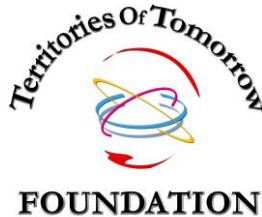
UN CHANTIER POUR AUJOURD'HUI
ANDRÉ JEAN MARC LOECHEL (2011)

Les métiers et les formations du futur seront naturellement en parties relatifs aux technologies de l'information et de la connaissance. Dans ce contexte, un réseau international est ainsi aujourd'hui en cours de constitution - il fait l'objet du projet PROINTERNET dont la dissémination est portée par la **Fondation des Territoires de Demain** - . Ce réseau, auquel ce site est consacré, nous permet ainsi d'imaginer, ne fut-ce là aussi que partiellement, le profil de ces métiers et de ces formations.

Il montre clairement par exemple que la montée en puissance de l'Internet mobile et l'explosion des réseaux sociaux favorisent le recrutement et tel sera très certainement le cas de la décennie à venir. La crise a ainsi eu un effet positif sur le développement des sites Internet et de nombreuses entreprises sollicitent des agences web pour développer leur webmarketing. Les recrutements augmenteront aussi pour les profils techniques comme pour les profils marketing. La tendance est à la spécialisation des métiers et la fonction de webmaster tend à disparaître au profit de profils plus spécialisés : des ergonomes, des directeurs artistiques, des consultants web analytics, des consultants en affiliation... Chacun connaît bien évidemment à cet égard l'essor impressionnant du métier de «community manager», ce véritable porte-parole de l'entreprise sur les réseaux sociaux. On notera également une pénurie de développeurs web mobile pour la réalisation d'applications et de sites adaptés à ce nouveau format.

Le e-commerce va modifier ainsi profondément les filières de distribution et donc ses métiers. Mais que ce soit pour travailler, piloter des machines ou communiquer, les métiers sont variés, avec deux grands axes: ce que l'on voit en regardant un écran (conception, développement) et tout ce qu'il faut pour faire fonctionner le tout (exploitation, production, mais aussi conseil, marketing, formation, gestion). On l'a souvent dit, sans ces métiers point de Facebook, de Twitter ou d'Iphone! Parmi les profils les plus importants, on citera ceux d'administrateur systèmes et réseaux, de concepteur d'application sur plateformes fixes et mobiles, de consultant en technologie de l'ingénierie, de développeur d'application, de hotliner, d'ingénieur étude et développement de logiciels, de responsable de projet données et sécurité, de technicien électrodomestique, d'administrateur réseau, de chef de marché progiciel de gestion.

Ainsi les seuls métiers de la mobilité numérique représenteraient 32000 emplois en France... Selon l'étude réalisée par l'Observatoire Paritaire des Métiers de l'Informatique, de

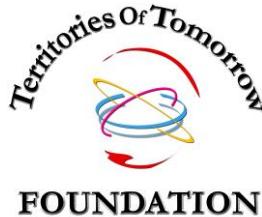


L'Ingénierie, des Études et du Conseil (OPIEEC), 5400 éditeurs et SSII seraient aujourd'hui actifs en France dans le domaine de la mobilité numérique. Ce marché qui concerne principalement les applications accessibles depuis un terminal mobile utilisant un réseau cellulaire ou wifi connaîtrait une croissance de 7 % par an. L'étude - dont nous citons ici les données - recense notamment 540 entreprises réalisant plus de 80 % de leur chiffre d'affaires dans la mobilité numérique. Les éditeurs d'applications et les SSII emploieraient ainsi 32 000 personnes, dont 8 500 dans l'intégration et le déploiement et 7 400 dans la conception-réalisation. Les perspectives de recrutement seraient évaluées à 2 200 salariés par an (11 000 sur 5 ans). L'étude souligne aussi les tensions qui existent sur certains métiers de ce marché, notamment ceux qui sont liés à la conception, à l'intégration et à l'assistance.

L'institut Montaigne - dont on saluera ici le remarquable travail, aux côtés de FONDAPOL et de la fondation concorde - formule à cet égard des propositions pour mieux former les ingénieurs de demain et favoriser les pratiques innovantes et entrepreneuriales dans les écoles. Car seulement un ingénieur français sur seize fonde son entreprise en France, soit trois fois moins de start-up que les États-Unis. Il recommande aussi d'ouvrir des doctorats orientés vers l'ingénierie, mieux adaptés au parcours des étudiants. Malgré des progrès, seuls 4 % des diplômés français en moyenne décrochent un doctorat, contre 15 % de leurs homologues américains. or, le titre de docteur est à l'étranger plus reconnu. dans le même esprit, le think tank suggère de développer la présence physique des entreprises sur les campus et d'y créer des centres scientifiques expérimentaux, à l'image de l'Edgerton center du mit, où les élèves peuvent réaliser, hors de tout cursus, des expériences. Il fixe enfin un objectif de plus de 50 % de cours en anglais d'ici à cinq ans. L'Institut Montaigne formule ces idées dans le cadre des « appels à projet sur les initiatives d'excellence », considérés comme une occasion pour faire évoluer les écoles.

Aujourd'hui donc, la création d'écoles et de formations - en France comme ailleurs - se succèdent : de nouvelles écoles consacrées aux métiers de l'internet, de nouvelles chaires et de nouvelles formations diplômantes aussi. On y notera un recrutement au niveau bac, un cursus en trois ans et une pédagogie visant à former des profils très opérationnels. il n'existait il y a encore peu guère de formations réellement dédiées aux métiers du net, alors que les entreprises du secteur ont désormais besoin de collaborateurs disposant d'une vraie expertise. là où l'on recrutait parfois des diplômés d'écoles de gestion avec une spécialisation en marketing, on recherche maintenant des spécialistes du e-commerce, du référencement, du community management.

En France, le groupe privé IONIS inaugure Sup'Internet, sur le Campus Technologique du Groupe IONIS au Kremlin-Bicêtre, près de Paris. Au total, une trentaine de métiers cibles ont été identifiés par Sup'Internet : développeur Web, webmestre, ergonomiste, responsable référencement, Web analyste, trafic manager, e-marketeur, Web designer, consultant e-business... Le coût de la scolarité sera d'environ 5 000 euros par an. Ses formations



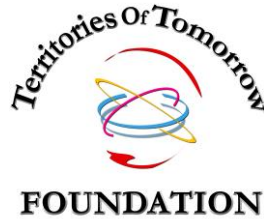
débouchant sur trois diplômes: «développement et technologies du web», «design graphique et contenus» et «business et management Internet».

De leur côté, trois des acteurs majeurs du Net en France, Marc Simoncini (Meetic), Xavier Niel (Free) et Jacques-Antoine Granjon (vente-privée.com), lancent l'Ecole européenne des métiers de l'Internet (EEMI), une future école en région parisienne. La logique est similaire avec une grille d'une cinquantaine de métiers. Les trois dirigeants tablent sur des promotions d'environ 300 élèves, avec des frais de scolarité de l'ordre de 9 000 euros par an, avec des prêts négociés avec des banques.

Une chaire a également été créée à HEC, qui a mobilisé Jacques-Antoine Granjon (vente-privée.com), Pierre Kosciusko-Morizet (cofondateur de PriceMinister et d'ISAI), Xavier Niel (Free), Steve Rosenblum (Pixmania.com) et Marc Simoncini (Meetic) pour le lancement de sa nouvelle chaire «Digital Innovation for Business». Chacun d'entre eux soutiendra financièrement le programme et viendra dispenser des cours. Ce programme, débouchant sur un certificat et débutant en avril, a pour but de former des managers et des entrepreneurs de l'e-Business. Il est ouvert aux étudiants de HEC, en MBA et en mastères spécialisés.

Une nouvelle formation certifiante du CNAM a trait de son côté au profil de «chef de projet numérique 2.0». L'objectif de cette formation consiste à faire acquérir des compétences en lien avec les innovations techniques, d'usage et économiques du «web social» qui s'introduit très rapidement dans les entreprises et les pratiques numériques quotidiennes. aux fondamentaux des technologies existantes du web collaboratif de types de blogs qui renouvellent les pratiques d'écritures, de lecture, d'annotations, s'ajoutent les réseaux sociaux, les outils de bookmarking social, les outils de partage de références bibliographiques... ces dispositifs suggèrent de nouvelles innovations organisationnelles, marketing, économiques qui expliquent l'intérêt accru dont elles font l'objet de la part des entreprises de toutes natures (privées, publiques, sociales). Le certificat forme à l'analyse des usages des communautés virtuelles, à la gestion de projet de changement basé sur les TIC dans le domaine du collaboratif, ainsi qu'au développement des capacités d'analyse critique des produits et services orientés 2.0. la formation s'adresse aux informaticiens, documentalistes, assistants de projets web, webmasters, chargés de marketing direct, chargés d'études marketing... elle prépare aux fonctions de chef de projet web 2.0, assistant maîtrise d'ouvrage, consultant, chargé d'études & développement, social computing strategist et community manager.

Le CNAM développe de même un certificat spécialisé : «certificat E-réputation», un dispositif permettant d'acquérir et de certifier la capacité d'afficher et de gérer une image personnelle de qualité avec comme objectifs maîtriser les usages de l'Internet participatif, conduire différentes actions au sein de réseaux sociaux (animation, travaux collaboratifs,



productions...) et optimiser la gestion de son identité en vue d'améliorer sa réputation numérique. On le sait, l'identité numérique d'un individu est constituée par l'ensemble de ses traces sur Internet et cette formation prend en compte l'ensemble des traces laissées sur le Web: les présentations (profils...), les traces de l'activité sur Internet (écrits, partages d'informations ou de vidéos...), les traces de l'activité en interaction avec les autres (commentaires, discussions...) et bien sûr ce que d'autres renvoient (quand ils le citent, lui attribuent une appréciation par exemple). Les publics identifiés sont ici les dirigeants et responsables de la communication, du marketing, de l'innovation, des systèmes d'information... qui souhaitent intégrer ces nouvelles pratiques dans leur champ de compétences, les travailleurs indépendants (consultants, freelance, experts) qui doivent régulièrement gagner des marchés et qui sont en permanence en compétition avec leurs concurrents, tout étudiant souhaitant optimiser sa e-réputation et son employabilité et toute autre personne ayant une motivation à utiliser l'Internet participatif (web 2.0) et les réseaux sociaux. La formation est portée par l'Agence Universitaire de la Francophonie, l'Assemblée des chambres de Commerce et d'Industrie, tête du réseau des établissements de formation des CCI et l'Ecole d'informatique, réseaux et systèmes d'information de la CCI de Versailles.

IFOCOP Rungis (Val-de-Marne) organise de son côté une nouvelle formation professionnelle certifiante en France de «Community Manager» d'une durée de 1200 heures (8 mois mi-temps à l'Institut/mi-temps en Entreprise). Cette formation, intitulée «Responsable e-marketing et community manager», est ouverte aux Bac+2, ainsi qu'aux demandeurs d'emploi. Le contenu de la formation comprend trois axes: un volet technique (HTML, CMS...), des aspects liés à la stratégie, à la communication et au marketing en ligne (environnement et culture internet, webmarketing, gestion de contenu éditorial, recherches et veille sur internet, statistiques et mesures d'audience, stratégie des médias communautaires, e-réputation et une thématique «Droit des Technologies de l'Information et Communication»).

À Lyon, a également été développée précisément une formation «Droit de l'Internet : les nouvelles contraintes juridiques». C'est une formation relative à tout l'environnement réglementaire du web, permettant d'évaluer les opportunités et les contraintes des dernières évolutions législatives concernant Internet: la Loi «Informatique et Libertés» et ses décrets d'application, le droit du e-commerce et la signature électronique par exemple...

On le voit, le paysage français et européen en la matière est en plein bouleversement et le réseau PROINTERNET et sa dissémination par la Fondation des Territoires de Demain est aujourd'hui au cœur de ces mutations.